

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4

OBJET DE LA DECISION

N° 24/383

**CONVENTION DE LOCATION
MAINTENANCE DE MOYENS
D'IMPRESSION POUR LES
BESOINS DE LA METROPOLE
TPM ET DE LA VILLE DE
TOULON AVEC LA CENTRALE
D'ACHAT UGAP -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/383

BUREAU DU 17 JUIN 2024

**O B J E T : CONVENTION DE LOCATION MAINTENANCE DE
MOYENS D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA
METROPOLE TPM ET DE LA VILLE DE TOULON AVEC
LA CENTRALE D'ACHAT UGAP - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n° 18/12/390 du 18 décembre 2018 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une direction commune des systèmes d'information entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon,

VU la Décision Communautaire n°15/678 du 24 août 2015 portant convention de partenariat de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée avec l'UGAP pour la satisfaction de ses besoins dans l'univers « Informatique et consommables »,

VU la délibération n° 21/09/276 du 30/09/2021, portant sur l'avenant n°1 à la convention d'adhésion au UGAP,

CONSIDERANT que la Direction de la Commande Publique de la Ville de Toulon, coordonnateur du groupement de commandes lancé courant 2023 dans le cadre du renouvellement des moyens d'impression en 2 lots, a informé la Métropole TPM le 27/11/2023 de l'infructuosité pour le lot 1 car aucun pli n'a été déposé malgré 42 retraits de dossiers de consultation et de sa décision de déclarer sans suite le lot 2,

CONSIDERANT que le marché a pris fin le 05/03/2024, et compte tenu des délais de procédure pour relancer le nouveau marché ou passer par une centrale d'achat, un avenant a été est conclu avec le titulaire du marché en application des dispositions de l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique. Le contrat est prolongé pour une durée de 10 mois soit jusqu'au 4 janvier 2025 pour permettre la continuité du service par avenant,

CONSIDERANT que de relancer un marché n'était plus possible pour pouvoir respecter les délais pour la continuité du service, la DRNM a analysé plusieurs solutions techniques pour la Location et Maintenance des moyens d'impression auprès des centrales d'achat (offres du RESAH, de l'UGAP, de la CAIH et du SICTIAM),

CONSIDERANT que l'UGAP comme le RESAH proposent des matériels correspondant aux besoins de la Métropole et de la Ville de Toulon en moyens d'impressions,

CONSIDERANT que l'offre de l'UGAP (marque TOSHIBA) assure une complète compatibilité avec notre solution de gestion des moyens d'impression actuelle (MyQ avec la compatibilité de nos 195 licences actuellement déployées),

CONSIDERANT que l'UGAP et le RESAH proposent tous les deux des matériels reconditionnés à la location, mais que le RESAH ne consent aucune remise sur les prix de ces derniers alors que l'UGAP consent une remise de 20% ces matériels mais pour une durée maximum de location de 4 ans,

CONSIDERANT que les prix du marché mis à disposition par l'UGAP (prix initiaux à la conclusion de ce marché en 2020) sont très compétitifs au regard de l'évolution des conditions économiques constatés pour ce segment d'achat.

En effet, l'inflation des coûts de production et de transport (équipements importés d'Asie) impacte brutalement les prix de l'ensemble du segment.

A ce jour, les prix pratiqués par les opérateurs économiques sont supérieurs à ceux de ce marché de 30% en moyenne,

CONSIDERANT que pour la Location et Maintenance des moyens d'impression, l'UGAP est en mesure de proposer une offre correspondante aux besoins du Service Commun avec des tarifs négociés et optimisés, dont les enjeux techniques, économiques, écosystèmes, et environnementaux sont respectés, et que la solution de gestion des moyens d'impression actuelle de la DRNM est compatible,

CONSIDERANT que la seule solution pour la continuité du service pour la Location et Maintenance des moyens d'impression du groupement de commandes est d'externaliser,

CONSIDERANT, qu'il convient de formaliser par une convention la location et maintenance des moyens d'impressions couvrant les besoins durant 5 ans avec la centrale d'achat UGAP,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention portant sur la location et la maintenance de moyens d'impression pour les besoins de la Métropole et la ville de Toulon avec l'UGAP pour un montant maximum de 4 200 000,00 € HT, pour la durée totale du marché de 5 ans.

ARTICLE 2

DE DIRE que les dépenses relatives aux besoins individualisables de la Métropole Toulon Provence Méditerranée seront assumées par la Métropole TPM, que celles relatives aux besoins individualisables de la ville de Toulon seront assumées par la ville de Toulon et, que celles relatives aux besoins non individualisables (Socle commun), seront assumées et partagées selon la clé de répartition en vigueur par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 (et suivants), opération N°364, article N°6156.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CADRE RESERVE A L'UGAP

Date d'arrivée du document original à l'UGAP

(Tampon) :

CONVENTION-CLIENT VALANT COMMANDE

N° 244144 d'inscription au répertoire des conventions de l'UGAP

**Ayant pour objet :
La location-maintenance de copieurs**

Entre, d'une part :

(dénomination de l'usager) METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Adresse : 107 BOULEVARD HENRI FABRE 83041 TOULON CEDEX 9

SIREN : 24830054300217

Représenté(e) par **Jean-Pierre GIRAN** agissant en qualité de

Personne responsable de l'exécution de la convention :

Téléphone : 0494363190

Télécopie :

Email : drnm-sca@metropoletpm.fr

Code UGAP de l'acheteur :

Numéro EJ (ou numéro de commande interne ou équivalent) :

Comptable assignataire des paiements :

Adresse : 107 BOULEVARD HENRI FABRE 83041 TOULON CEDEX 9

Téléphone :

Télécopie :

Email :

ci-après dénommé « l'acheteur »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État régi par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, ayant son siège :

1, boulevard Archimède - Champs-sur-Marne, 77444 Marne-la-Vallée Cedex 2, représenté par le président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité ;

Personne responsable de l'exécution de la convention, agissant par délégation : Le directeur Marc NICQ

DIRECTION RESEAU TERRITORIAL SUD EST

434 Allée François Aubrun Le Tholonet Bat 3 Le triangle Vert

131825 AIX EN PROVENCE CEDEX 5

Téléphone 0442652543

Email : mnicq@ugap.fr

ci-après dénommée « l'UGAP »,

PRÉAMBULE :

- Vu les articles L2113-2 et L2113-4 du Code de la commande publique, définissant, pour le premier, les modalités d'intervention des centrales d'achat, pour le second, que l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées;
- Vu les articles 1er, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que « L'Union des groupements d'achats publics est une centrale d'achat au sens du code de la commande publique », pour le deuxième article, que « l'établissement est soumis aux dispositions du code de la commande publique applicables à l'Etat » et, pour le troisième article, que « les rapports entre l'établissement public et une collectivité ou un organisme mentionné à l'article 1er (du décret susvisé) [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement » ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION-CLIENT

La présente convention-client a pour objet la location-maintenance de copieurs.

Les prestations sont réalisées par le titulaire d'un marché public, la société TOSHIBA, dénommé « prestataire » dans les documents contractuels, conclu par l'UGAP pour le compte des acheteurs.

ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont listés à l'article 2 des Conditions générales d'exécution (CGE) « Acquisition-maintenance/location-maintenance de copieurs multifonctions libre-service noir et blanc et noir et blanc/couleur prestations associées et annexes » version du 14 août 2020.

Le présent document vaut convention-client et commande.

ARTICLE 3 ETENDUE DES BESOINS A SATISFAIRE

Les besoins de l'acheteur sont décrits dans les devis n° à venir

ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION

Les prix, lieux de livraison et d'exécution sont précisés dans les devis susmentionnés.

Les CGE précisent notamment la forme des prix, les modalités d'exécution des prestations, les modalités de vérification et de réception, les conditions de règlement ainsi que les conditions de règlement des litiges.

ARTICLE 5 DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention-client valant commande, prend effet à compter de la réception par l'UGAP de l'original du présent document qui lui est destiné et des fiches de connexion dûment complétés et signés par l'acheteur et expire au terme de l'exécution des prestations commandées.

Le présent document est établi en deux exemplaires originaux

Fait à le	Fait à le
<p>L'acheteur reconnaît avoir pris connaissance des CGE Acquisition-maintenance/location-maintenance de copieurs multifonctions libre-service noir et blanc et noir et blanc/couleur prestations associées et annexes version du 14 août 2020 jointes et des CGV disponibles sur www.ugap.fr/CGV</p> <p>La signature de la présente convention vaut acceptation des CGE et des CGV précitées, pleinement et sans réserve.</p> <p>Pour l'acheteur(*) : (nom et qualité du signataire)</p>	<p>Pour le Président de l'UGAP, et par délégation :</p>

(*) : En indiquant le nom et la qualité de la personne signataire et en apposant le cachet de l'établissement. Lorsque la personne signataire n'est pas le représentant légal, produire le pouvoir.

Date de transmission au contrôle de légalité, le cas échéant :

**Acquisition de moyens
d'impression
Adhésion à l'offre de l'UGAP
Note d'opportunité**

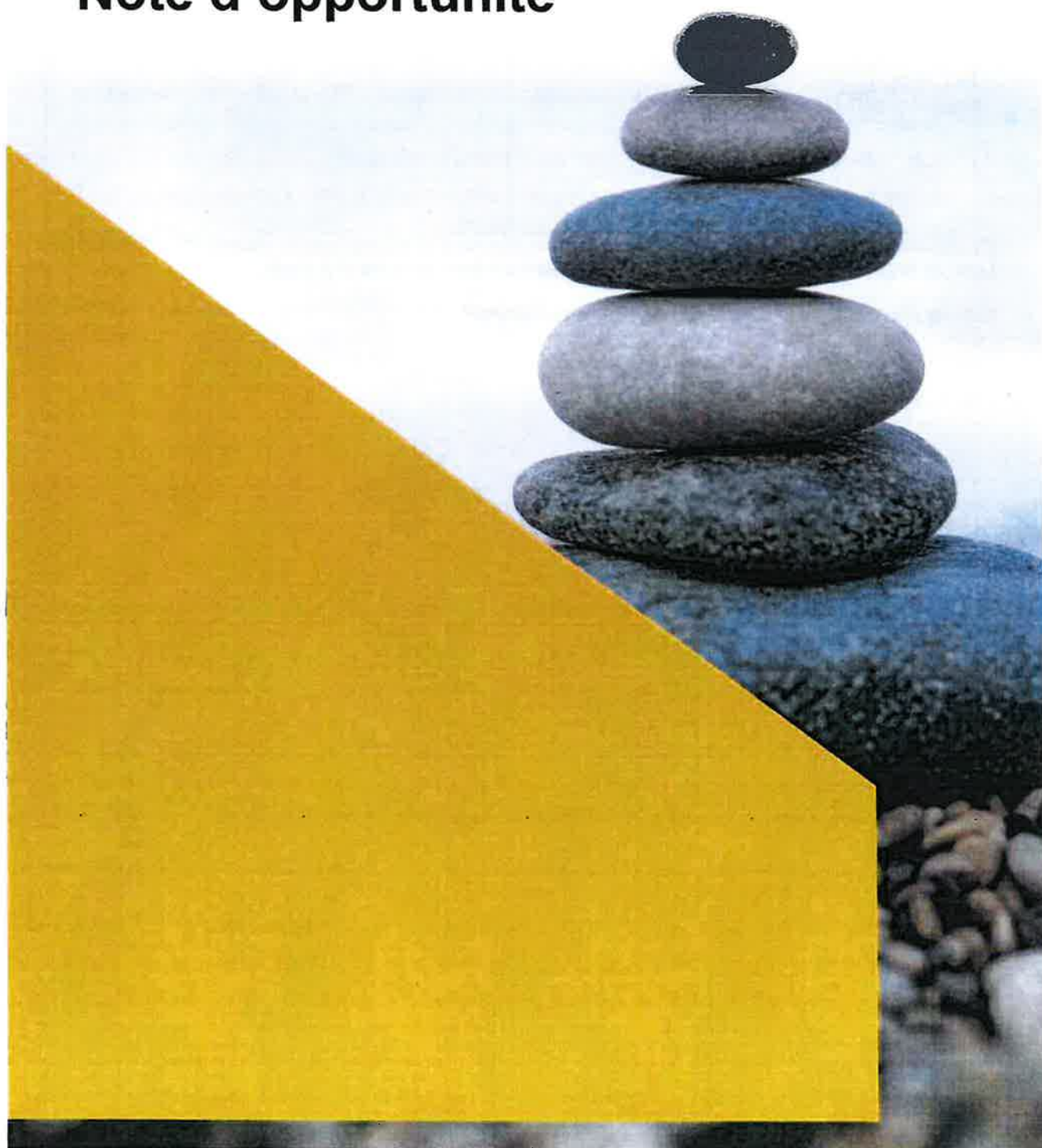


Table des matières

1. Contexte général.....	3
1.1. L'externalisation de l'achat auprès des Centrales d'achat (CA).....	3
1.2. Cas des moyens d'impression	4
2. Adéquation technique de la solution d'externalisation.....	4
2.1. Besoins en moyens d'impression pour la Métropole TPM, le Ville de Toulon et les écoles de la Ville de Toulon	4
2.2. Analyse technique des solutions proposées par l'UGAP	4
3. Performance économique de la stratégie d'externalisation de l'achat.....	5
4. Impact de la stratégie d'externalisation pour l'écosystème	6
5. Impact environnemental de la stratégie d'externalisation.....	7
6. Synthèse et conclusion	8

1. Contexte général

1.1. L'externalisation de l'achat auprès des Centrales d'achat (CA)

Le recours aux offres des Centrales d'achat (CA) relève d'un choix stratégique :

- soit une stratégie de principe pour certains segments d'achat considérés comme à fort enjeux de massification. Ce sont les achats stratégiques bénéficiant d'un mode de dévolution massifié, d'une expertise technique avérée, de conditions de mise en concurrence optimisées ?

- soit une stratégie d'exception dans les circonstances suivantes :

- procédure de consultation non aboutie (sans suite, infructuosité).

L'externalisation de l'achat est, dans ce scénario, une solution palliative permettant de limiter les carences de fournitures, de services, avant la relance d'une procédure de consultation ;

- absence d'un marché métropolitain permettant de satisfaire un besoin ponctuel.

L'externalisation de l'achat est une opportunité pour un besoin non récurrent, standard et pour lequel l'offre des CA répond aux exigences de résultats techniques, logistiques, environnementaux/sociaux et économiques de la collectivité ;

- réponse diligente à un besoin ne pouvant faire l'objet, pour des raisons de délais dûment justifiées (commande politique, mise en conformité suite à une injonction d'un organisme de contrôle, des services de l'Etat, maintien en conditions opérationnelles d'un site métropolitain assurant des missions de service public, par exemple) d'une procédure de consultation usuelle.

L'étude d'opportunité explore à minima les thématiques suivantes :

- L'impact « politique » de la stratégie d'externalisation de l'achat ou les répercussions de l'achat sur le tissu économique local (maillage des entreprises du tissu économique de proximité pour le besoin concerné, géolocalisation du titulaire du marché de la CA sollicitée) ;

- La juste adéquation technique de l'offre aux besoins réels de la collectivité ;

- La performance économique de l'achat en comparaison d'une éventuelle mise en concurrence portée par la collectivité ;

- La répercussion juridique de l'achat externalisé au regard des comportements de l'écosystème (notion de gains) ;

- L'impact environnemental et social de l'achat externalisé à la lumière des objectifs du SPASER de la collectivité ;

- Les délais de réalisation de l'achat au regard des exigences de la collectivité ;

- L'adéquation des conditions logistiques de l'achat au regard des exigences de la collectivité.

L'étude suivante, réalisée conjointement par les services de la Direction des Ressources Numériques Mutualisées (DRNM) et la Direction de la Stratégie, du Pilotage et de l'Evaluation de l'Achat (DSPEA), explore nombre de ces thématiques.

1.2. Cas des moyens d'impression

La Direction de la Commande Publique de la Ville de Toulon, coordonnateur du groupement de commandes lancé courant 2023 dans le cadre du renouvellement des moyens d'impression en 2 lots, a informé la Métropole TPM le 27/11/2023 de l'infructuosité pour le lot 1 car aucun pli n'a été déposé malgré 42 retraits de dossiers de consultation et de sa décision de déclarer sans suite le lot 2.

Le marché a pris fin le 05/03/2024, et compte tenu des délais de procédure pour relancer le nouveau marché ou passer par une centrale d'achat, un avenant est conclu avec le titulaire du marché en application des dispositions de l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique qui dispose que : « *Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir* ».

L'avenant a pour objet la prolongation de la durée du contrat et la modification des coûts copie liée à cette prolongation. Le contrat est prolongé pour une durée de 10 mois soit jusqu'au 4 janvier 2025 pour permettre la continuité du service.

Dans notre cas d'espèce et s'agissant d'une externalisation d'exception (procédure de consultation non aboutie), il convient d'étudier l'opportunité de l'externalisation de l'achat auprès de la CA UGAP.

2. Adéquation technique de la solution d'externalisation

2.1. Besoins en moyens d'impression pour la Métropole TPM, le Ville de Toulon et les écoles de la Ville de Toulon

Les besoins mutualisés concernent l'installation, l'helpdesk (suivi technique) et le maintien en condition opérationnelle sur site des moyens d'impression mis en place durant les 5 prochaines années sur les sites de la Métropole TPM et la Ville de Toulon (écoles comprises) :

- 227 Imprimantes Multifonctions Moteur A3 (Photocopieurs)
- 352 Imprimantes Multifonctions Moteur A4 (Imprimantes)
- 16 Imprimantes Grands Formats A0, A1 (Traceurs)
- Application de gestion des moyens d'impression

Après étude, il est décidé d'abandonner la location des traceurs au profit d'achats opportuns en prévoyant l'acquisition d'une garantie étendue de 5 ans.

2.2. Analyse technique des solutions proposées par l'UGAP

Plusieurs solutions techniques ont été analysées (offres du RESAH, de l'UGAP, de la CAIH et du SICTIAM) :

Centrales d'achat	Compatibilité technique avec les besoins	Compatibilité technique avec l'application de gestion des moyens d'impression existante MyQ
RESAH	OUI	NON
UGAP	OUI	OUI
CAIH	Marché fermé aux collectivités territoriales	
SICTIAM	Uniquement à l'achat pour le moment pas de location possible	

L'UGAP comme le RESAH proposent des matériels correspondant à nos besoins en moyens d'impressions. L'offre de l'UGAP (marque TOSHIBA) nous assure une complète compatibilité avec notre solution de gestion des moyens d'impression actuelle (MyQ avec la compatibilité de nos 195 licences actuellement déployées).

L'UGAP et le RESAH proposent tous les deux des matériels reconditionnés à la location mais le RESAH ne consent aucune remise sur les prix de ces derniers alors que l'UGAP consent une remise de 20% ces matériels mais pour une durée maximum de location de 4 ans

3. Performance économique de la stratégie d'externalisation de l'achat

Pour mémoire, l'estimation financière du marché a été réalisée par l'AMO Audiprint qui a accompagné la collectivité pour la conclusion de son futur marché (détails en annexe 1) :

- pour le lot n°1 : 3.507.416€ HT sur 5 ans
- pour le lot n°2 Traceurs : 313.272€ HT sur 5 ans (nous passerons sur de l'achat à l'unité avec les contrats adéquats)

A la lecture des prix du marché mis à disposition par l'UGAP, nous pouvons établir les données suivantes :

Objet	Réponse	Commentaires
Durée souhaitée du marché	5 ans	
Estimation financière en € HT sur la durée totale du marché	2,1 M€ HT	Montant non contractuel estimé en mars 2024
Montant maximum en € HT sur la durée totale du marché	4,2 M€ HT	Le montant de l'estimation financière a été doublé afin de prévenir la mise en place de nouvelles machines durant les 5 années de locations ainsi que toute augmentation de consommation d'impression. Le but étant d'éviter d'atteindre le maximum du marché durant la période de location et ainsi éviter toute rupture d'impression.
Périmètre de déploiement	Tous les sites métropolitains et les sites de la Ville de Toulon (écoles comprises)	

Les prix du marché mis à disposition par l'UGAP (prix initiaux à la conclusion de ce marché en 2020) sont très compétitifs au regard de l'évolution des conditions économiques constatés pour ce segment d'achat (détails en annexe 2).

En effet, l'inflation des coûts de production et de transport (équipements importés d'Asie) impacte brutalement les prix de l'ensemble du segment. A ce jour, les prix pratiqués par les opérateurs économiques sont supérieurs à ceux de ce marché de 30% en moyenne.

4. Impact de la stratégie d'externalisation pour l'écosystème

Le segment d'achat est constitué principalement de grands groupes (SHARP, RICOH, TOSHIBA, CANON, KONICA MINOLTA, KIOCERA, XEROX pour les plus répandus).

Le marché des solutions d'impression (version copieurs) est extrêmement concurrentiel et oppose tous les grands noms de la bureautique. Il est cependant largement dominé par RICOH et CANON qui se disputent 50% des parts de marché.

Ces fabricants (la supply chain étant essentiellement localisée en Asie, les groupes CANON et TOSHIBA maintenant toutefois une présence industrielle en France) s'organisent autour d'un réseau de distributeurs. Le maillage en distribution est fin, la présence des groupes sur le territoire national étant diffuse.

Pour le Var, l'ensemble des grands groupes est représenté. Pour mémoire, les 2 derniers marchés de copieurs conclus pour la métropole TPM et la Ville de Toulon l'ont été auprès de :

- AITEC BUREAUTIQUE (agence à La Garde) pour le fabricant CANON,
- THOT 3D (agence à La Farlède) pour le fabricant KIOCERA.

Le marché mis à la disposition pour l'UGAP propose des équipements de la marque TOSHIBA. Pour des raisons de réactivité en termes de déploiement du parc et de maintenance, une agence locale sera mandatée pour l'exécution du marché.

Aussi, l'impact « politique » de la stratégie d'externalisation est limité, bien qu'il faille anticiper de probables réactions des agences de proximité concurrentes pour qui échappent un parc d'équipements de 579 machines.

5. Impact environnemental de la stratégie d'externalisation

Tout au long de son cycle de vie un copieur génère des impacts environnementaux. Les principaux enjeux de développement durable liés à l'achat de photocopieurs sont les suivants :

- le respect de la réglementation existante : utilisation de substances dangereuses dans la conception (directive 2011/65/UE du 8 juin 2011) et fin de vie des photocopieurs (directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012) ;
- la consommation d'énergie de l'appareil ;
- les nuisances sonores générées par le copieur ;
- les substances dangereuses (polymères halogénés, composés organiques halogénés utilisés dans les retardateurs de flamme, métaux lourds contenus dans les photoconducteurs, les poly-bromobiphényle et poly-bromodiphényléther contenus dans les circuits imprimés) ;
- l'utilisation de matériaux recyclés ;
- le fonctionnement permettant de couvrir plusieurs fonctions (scanner, imprimantes, fax, etc.) ;
- la recyclabilité du photocopieur.

Soucieux de répondre à ces enjeux de développement durable, les fabricants proposent de longue date des matériels toujours un peu moins impactant pour l'environnement.

Les équipements proposés dans le cadre de l'offre de l'UGAP répondent aux dernières normes en vigueur.

De surcroît, cette offre propose le déploiement de matériels reconditionnés :

« Green-Studio, une gamme de copieurs multifonctions A4 et A3 reconditionnés, écoresponsables en phase avec son époque. Pour répondre à vos enjeux environnementaux et économiques actuels, l'UGAP vous propose une gamme de copieurs reconditionnés Toshiba.

- Des systèmes d'impression soigneusement nettoyés, révisés et testés avant leur remise en service
- Une qualité d'impression et une fiabilité équivalente aux matériels neufs
- Des copieurs multifonctions A4/A3 reconditionnés en France, sur le site industriel de Dieppe (76)
- Des logiciels intégrés mis à jour avec les dernières versions

Ces solutions numériques intégrées et innovantes vous garantissent un usage simplifié et optimisé de vos documents, avec en prime, la rationalisation de vos consommations (énergie, papier, CO2).

La gamme Green-Studio représente une solution fiable et économique pour les entreprises soucieuses de l'environnement, tout en garantissant la qualité et l'efficacité d'un produit neuf »

De ce qui précède, nous pouvons conclure que l'impact environnemental de la stratégie d'externalisation est positif.

6. Synthèse et conclusion

De ce qui précède, nous pouvons établir la synthèse suivante :

ENJEUX	IMPACT	COMMENTAIRES
TECHNIQUE	Positif	Adéquation de l'offre à la demande
ECONOMIQUE	Positif	Gain réalisable par le groupement de commandes si conclusion avant le 31 août 2024 afin de bénéficier des conditions du marché 2020. Remise de 20% pour les équipements reconditionnés
ECOSYSTEME	Faible impact	Maillage des agences TOSHIBA sur le territoire
ENVIRONNEMENTAL	Positif	Equipements aux dernières normes environnementales et offre d'équipements reconditionnés

Nous proposons donc d'externaliser l'acquisition des moyens d'impression du groupement de commandes auprès de la CA UGAP. Il s'agit d'adopter une Convention spécifique couvrant les besoins durant 5 ans.

Le 18/04/2024

Document signé électroniquement
Louis LEONI



Le 18/04/2024

Document signé électroniquement
Dina RAZAFIMAHEFA

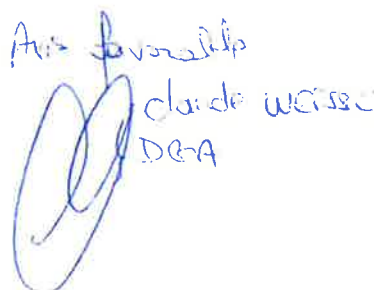


Le 18/04/2024

Document signé électroniquement
Olivier RICARTE



Aus favorable
Claude Wasse
DGA



Le 19/04/2024

Document signé électroniquement
Chantal SAICHI



